

Strasbourg, 17 January 2018

AP/CAT (2017) 20
Or. anglais

ACCORD EUROPÉEN ET MÉDITERRANÉEN SUR LES RISQUES MAJEURS
(EUR-OPA)

RÉUNION CONJOINTE DU COMITÉ DES CORRESPONDANTS PERMANENTS
ET DES DIRECTEURS DES CENTRES SPÉCIALISÉS

PROJET DE RAPPORT DE RÉUNION

6-7 novembre 2017

Paris

*Document établi par le Secrétariat
de l'Accord EUR-OPA risques majeurs*

*This document will not be distributed at the meeting. Please bring this copy.
Le présent document ne sera pas distribué en réunion. Prière de vous munir de cet exemplaire*

Lundi 6 novembre 2017

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

AP/CAT(2017)OJ05 pour adoption

La Présidente, Mme Ana Freitas, Portugal, souhaite la bienvenue aux Correspondants permanents et aux Directeurs des Centres spécialisés qui assistent à leur première réunion conjointe (liste des participants, annexe I). Elle rappelle les objectifs de cette réunion, à savoir partager les connaissances et allier la politique et les connaissances scientifiques. Elle présente ensuite Paula De Teves Costa, Portugal, Présidente des Directeurs des Centres spécialisés. Cette réunion conjointe est organisée dans le but de renforcer la coopération et les synergies entre les deux organes et d'améliorer l'accès des décideurs à l'information scientifique et technique sur les risques de catastrophes.

Gianluca Silvestrini, Secrétaire exécutif de l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs, souhaite la bienvenue aux participants au nom du Secrétariat. Il souhaite la bienvenue en particulier à Mme Dominika Melničáková, représentante de la République slovaque, qui est sur le point de rejoindre l'Accord partiel. M. Silvestrini présente ensuite la version mise à jour du projet d'ordre du jour structuré, en expliquant la nouvelle manière de présenter les travaux menés dans le cadre d'EUR-OPA, et rappelle les objectifs de la réunion. Le projet d'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'annexe II.

2. PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2017

2.1. Réunions statutaires

70^e réunion du Comité des Correspondants permanents et 30^e anniversaire d'EUR-OPA, Monaco, 14-15 mars 2017

AP/CAT(2017)09 pour information

Réunion du Bureau du Comité des Correspondants permanents, 3 octobre 2017

AP/CAT(2017)17 pour information

M. Silvestrini rappelle les points saillants de la 70^e réunion du Comité des Correspondants permanents qui s'est tenue à Monaco les 14 et 15 mars 2017. Le 30^e anniversaire d'EUR-OPA a été célébré avec succès à cette occasion. M. Silvestrini rappelle les décisions prises à Monaco concernant la préparation du Programme d'activités en 2018-2019, qui fait fond sur des sujets d'intérêt commun pour les Etats membres, sur des thématiques prioritaires et sur la faisabilité de leur mise en œuvre.

2.2. Centres spécialisés

Résultats des projets 2016-2017 et nouveaux projets 2018-2019

Projets coordonnés soutenus en 2017 - AP/CAT(2017)06rev pour information

Projet de compilation des propositions de projets - AP/CAT(2017)12 pour information

Les Directeurs des Centres spécialisés ou leurs représentants de seize pays – Algérie, Allemagne, Arménie, Chypre, Fédération de Russie, France, Géorgie, Grèce, Italie, Luxembourg, Moldova, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Turquie et Ukraine – présentent les réalisations de leurs projets pour 2017 et les nouvelles propositions de projets pour 2018-2019 en lien avec les priorités du plan d'action à moyen terme, à savoir :

- appliquer les connaissances scientifiques et technologiques ;
- développer la coopération entre l'ensemble des décideurs ;
- promouvoir la culture du risque auprès des populations ;
- favoriser la participation active de la population.

Une discussion à caractère général s'ensuit et des décisions sont prises concernant les activités des nouveaux projets pour 2018.

Algérie

Fattoum Lakhdari, Directrice du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), attire l'attention des participants sur le risque accru d'aridité dans les régions qui bordent la Méditerranée.

Arménie

Stepan Badalyan, Directeur du Centre scientifique et éducatif interrégional européen sur la gestion des risques majeurs (ECRM), présente les méthodes préparées pour sensibiliser les enfants aux risques, ainsi que la façon dont son centre élabore des recommandations et des campagnes et favorise l'inclusion des personnes handicapées dans les plans municipaux. Il souligne l'importance que les résultats des projets soient transposables à d'autres situations et utilisables par d'autres États membres.

Le Secrétariat rappelle que les résultats des projets menés dans le cadre d'EUR-OPA doivent être utiles pour les responsables dans tous les États membres. M. Silvestrini invite les autres intervenants à préciser dans leurs présentations respectives les outils les plus adaptés qu'il convient de mettre au point.

Chypre

Demetris Christou, membre des Services de protection civile, présente BeSafeNet, outil de sensibilisation aux risques parmi les populations, qui tient compte des risques naturels, géologiques, hydrométéorologiques et technologiques. Il présente la nouvelle version du site internet et annonce que le concours Olympiad aura lieu en avril dans le but de lancer officiellement le site internet BeSafeNet, conçu pour améliorer les connaissances nécessaires pour faire face aux catastrophes.

Une discussion fait suite à cette présentation, mettant l'accent sur la participation des établissements du primaire et du secondaire au concours Olympiad. Les intervenants soulignent en outre l'importance de rechercher une coopération étroite avec les ministères de l'Éducation concernés.

Géorgie

En l'absence de M. Tamaz Chelidze, Directeur du Centre européen sur les risques géodynamiques liés aux grands barrages, M. Jean-Philippe Malet, Directeur du CERG, France, présente les projets concernant les systèmes d'alerte précoce de glissements de terrain et de monitoring des déformations liées aux glissements de terrain, et les technologies à faible coût utiles dans ce contexte. Les résultats de ces projets peuvent être adaptés à d'autres risques naturels, tels que les tremblements de terre.

L'Arménie possède elle aussi une expérience en matière de pentes à risque. Les représentants du Centre européen des nouvelles technologies pour la gestion des risques naturels et technologiques majeurs (ECNTRM) de la Fédération de Russie se disent intéressés par une coopération dans le cadre de ce projet en vue de mettre au point un ensemble de méthodes.

Allemagne

Johann Goldammer, Directeur, présente les résultats des différentes activités menées et organisées par le Centre mondial de surveillance des incendies pour améliorer la

gouvernance en matière de réduction des risques d'incendies. Outre la coopération des centres avec EUR-OPA, M. Goldammer attire l'attention sur la coopération avec l'OSCE et l'UNISDR. Il informe qu'une conférence sur le thème de la protection des établissements humains et des infrastructures sociales contre les incendies est prévue à Moscou les 14 et 15 novembre 2017.

Il explique la mission, les synergies et le fonctionnement des organes de prise de décision et d'élaboration des politiques de Global Wildfire Network.

Les participants expriment la nécessité de s'engager dans cette action importante de lutte contre les incendies et leur intérêt à cet égard. Paola Albrito, responsable régionale du Bureau Europe d'UNISDR, salue l'engagement et la contribution substantielle de ce centre. Elle assure qu'UNISDR apportera son soutien.

M. Goldammer rappelle que 2017 est la pire année jusqu'à présent en ce qui concerne les feux de végétation. Mme Freitas, explique la situation du Portugal face à ces incendies. Les vagues de chaleur ont débuté plus tôt que d'habitude et ont duré plus longtemps. Il convient par conséquent d'étudier les différents types d'incendies à tous les niveaux.

Le professeur Johann Goldammer rappelle en outre qu'entre 1981 et 2014 la région CEE-ONU était couverte par l'équipe de spécialistes des incendies de la CEE-ONU/FAO, présidée par le GFMC de 1993 à 2014. L'équipe proposait des services consultatifs à l'administration de la CEE-ONU et à ses États membres concernant le renforcement des capacités dans la gestion des incendies et l'élaboration de politiques de lutte anti-incendie. En 2013, la CEE-ONU a décidé de dissoudre progressivement l'équipe jusqu'en 2014, une fois sa mission menée à bon terme. Le Professeur Goldammer propose qu'une équipe eurasiennne de spécialistes de la gestion des incendies soit créée afin de tirer parti des acquis dans le domaine et de gérer l'interaction des incendies qui affectent la combinaison des paysages naturels, culturels, industriels et urbains en Europe, qui sont de plus en plus vulnérables aux incendies. L'équipe eurasiennne travaillerait sous les auspices du GFMC, en qualité de Centre spécialisé de l'Accord EUR-OPA sur les risques majeurs, sur la base d'une participation volontaire dans le cadre des projets GFMC soutenus par EUR-OPA.

Les participants et le Secrétariat d'EUR-OPA approuvent la proposition du professeur Goldammer.

Grèce

Sofia Karma, Directrice du Centre européen sur les feux de forêts, présente la conférence organisée récemment sur la sensibilisation des personnes handicapées et leur participation active à la préparation aux catastrophes, ainsi que le projet EUR-OPA « Inclusion des personnes handicapées dans la préparation et la réaction face aux catastrophes ». Mme Olga Kakaliagkou décrit brièvement le plan général de gestion de crise du ministère grec de la Santé : une étude de cas a été menée dans les hôpitaux, visant à fournir des lignes directrices générales en cas de catastrophes naturelles et industrielles. Ces lignes directrices, émises par le Secrétariat général pour la protection civile, sont disponibles en grec et cinq autres langues sur le site web www.civilprotection.gr.

Italie

Ferruccio Ferrigni, coordinateur du CUEBC, présente le projet sur les techniques de construction à des fins d'entretien et de maintenance adaptés et la mise aux normes antisismiques des constructions vernaculaires, et cite des exemples provenant de pays qui participent au projet. Il rappelle que les décideurs sont généralement plus attentifs à ces questions à la suite de catastrophes.

Luxembourg

Michel Feider présente le projet du Centre européen de géodynamique et de sismologie. Le Luxembourg n'étant pas sujet aux tremblements de terre, le Centre effectue des recherches appliquées au Congo et a produit notamment un dispositif de balayage automatique de sources pour la détection et la localisation d'événements afin de développer des modèles de vitesse sismique et d'affiner la localisation – l'objectif étant de prévoir trois semaines à l'avance la survenue d'une éruption volcanique. Les connaissances acquises dans le cadre de ce projet sont appliquées aux activités de forage minier et thermo-géologique au Luxembourg.

À la suite de cette présentation, M. Goldammer attire l'attention sur les travaux essentiels à effectuer dans la formulation de politiques pour la science, qui sont un enjeu du XXI^e siècle. Deux outils sont utiles dans ce contexte : les tables rondes au niveau national et la coopération transfrontalière et internationale. M. Silvestrini aborde la problématique du décalage entre le milieu scientifique et les décideurs. Les réunions d'Istanbul et de Cancun ont tenté de déterminer comment réduire ce décalage et comment constituer des réseaux.

Natasa Holcinger évoque la pratique appliquée en Croatie par le biais de la plateforme nationale. Les scientifiques apportent des réponses aux questions posées dans le but d'informer les décideurs.

Le Secrétariat souligne l'importance de la coopération entre les deux réseaux actuels, qui devraient coopérer davantage à l'avenir pour transmettre aux décideurs les outils élaborés par les Centres spécialisés, en associant tous les acteurs concernés sur le terrain.

Malte

Belinda Gambin présente les résultats de l'Institute of Earth Systems, au nom d'Anton Micallef, qui ne peut être présent à la réunion. Malte participe à deux projets, l'un portant sur une coopération dans le cadre de BeSafeNet, l'autre sur la réalisation de cartographies géomorphologiques à Malte et en Normandie (France). L'un des nouveaux projets vise à étudier les risques auxquels les stations balnéaires et côtières sont confrontées, notamment à déterminer quelles plages sont exposées aux tsunamis.

M. Badalyan demande comment empêcher la construction de bâtiment et d'autres installations dans les zones sensibles. M. Silvestrini suggère d'aborder, lors de la prochaine session ministérielle, le thème de l'établissement de liens efficaces entre les personnalités politiques, les ministres concernés, le milieu scientifique et les praticiens en vue d'améliorer la prévention des risques de catastrophes et la préparation face à ces risques. Un événement pourrait être organisé dans le cadre du prochain programme d'activités d'EUR-OPA pour étudier cette question importante.

Moldova

Anatolie Bantus, Directeur du Centre européen pour l'atténuation des risques naturels (ECMNR), présente les projets déployés dans les établissements scolaires pour sensibiliser les élèves aux risques de catastrophes et les préparer à y faire face au moyen d'une formation hors programme scolaire. Les projets à venir entendent sensibiliser les populations concernées aux risques d'inondations et aux fortes chutes de neige. Les programmes sont destinés aux élèves du primaire et du secondaire et sont coordonnés avec le ministère de l'Éducation dans le cadre du processus de Bologne.

Portugal

Paula De Teves Costa, Directrice du Centre Européen de prévention des risques urbains (CERU) présente le projet Baywatch « Associer les acteurs du commerce et du tourisme

aux mesures d'atténuation des effets des tremblements de terre et des tsunamis ». Les prochains projets traiteront des risques pour les plages et les stations balnéaires.

Roumanie

Emil-Sever Georgescu, Directeur du Centre européen pour la réhabilitation des bâtiments (ECRB), explique qu'en 2017 aucun fonds provenant d'EUR-OPA n'a été utilisé. Le Centre poursuit toutefois ses travaux concernant les tremblements de terre. Les projets à venir porteront sur la préparation aux tremblements de terre.

Fédération de Russie

Sergey Kachanov, représentant de l'ECNTRM, affirme que tous les projets réalisés par ce centre sont étudiés et acceptés en amont par le Gouvernement. Cette procédure garantit la mise en œuvre des résultats et l'adoption de changements dans la législation.

Le Centre évalue les types et les degrés d'urgence en fonction des systèmes d'alerte et du calcul des risques obtenu par des algorithmes de monitoring automatisé. Un autre projet porte sur la sensibilisation à la réduction des risques. Les projets à venir visent à faire participer la population au moyen de portails internet. Des modèles spécifiques seront utilisés pour certaines menaces, mais ne seront suivis d'effets que s'ils sont remplis correctement.

Le Secrétariat rappelle l'importance de créer des outils et des applications (pour smartphones, par exemple) en plus des brochures et dépliants conçus pour les populations locales.

Turquie

Yeliz Teker présente l'action du Centre européen de formation sur les catastrophes naturelles (AFEM), qui apporte un soutien à 3,2 millions de réfugiés syriens en Turquie. Elle explique les différents modèles de formation mis en œuvre dans les centres de protection concernés. Les projets à venir ont pour objectif de renforcer le rôle des autorités dans la constitution de collectivités résilientes face aux catastrophes et de produire un film sur les catastrophes sous l'angle du handicap.

Ukraine

Viktor Poiarkov, Directeur du Centre européen de sécurité technologique (TESEC) présente le plan d'urgence national de l'Ukraine conçu pour le grand public. Il présente ensuite le projet à venir, qui vise à identifier les bonnes pratiques de gouvernance en matière de gestion des catastrophes nucléaires et de technologies transfrontalières.

France

Jean-Philippe Malet présente les travaux de cartographie effectués par le Centre Européen sur les risques sismiques et géomorphologiques (CERG), qui entendent contribuer à l'action de prévention menée au titre de la Cartographie de la susceptibilité aux glissements de terrain à l'échelle européenne (ELSUS). Ces travaux contribuent en outre à constituer le noyau d'un inventaire européen des glissements de terrain. Le projet à venir a pour but d'amorcer la création d'une carte de susceptibilité aux glissements de terrain en Europe continentale et dans le sud de la Méditerranée, y compris l'Europe du Sud-Est.

Saint-Marin

Enrico Bernini Carri présente le projet géré par l'Hôpital public pour aider les migrants à utiliser des outils technologiques, notamment une application Android pour smartphone. Les activités des prochaines années viseront à développer plus avant ces outils dans une optique de prévention des catastrophes biologiques, chimiques et nucléaires et selon un projet de formation territoriale intégrée pour faire face aux situations catastrophiques.

Après la communication d'informations sur les progrès et réalisations du Programme d'activités 2017 et les propositions de projets préparées par les Directeurs des Centres spécialisés pour 2018-2019, les participants prennent note des présentations concernant les nouvelles propositions de projets et échangent sur le sujet. Cela permet aux Correspondants permanents de se faire une idée plus précise des projets menés par les Centres spécialisés.

2.3. Activités opérationnelles

Atelier international « Le patrimoine culturel face au changement climatique : renforcer la résilience et promouvoir l'adaptation », Ravello, Italie, 18-19 mai 2017
Projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur le patrimoine culturel face au changement climatique : renforcer la résilience et promouvoir l'adaptation

AP/CAT(2017)REC2, pour information

Le changement climatique est une menace grandissante pour le patrimoine culturel. Forts de ce constat, les participants à l'atelier international organisé à Ravello ont inventorié les travaux effectués dans le domaine avec EUR-OPA depuis 2009. Un « projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur le patrimoine culturel face au changement climatique : renforcer la résilience et promouvoir l'adaptation » a été établi sur la base des conclusions dégagées lors de l'atelier. Mme Fuhrer, Secrétaire exécutive adjointe de l'Accord sur les risques majeurs EUR-OPA, informe les participants des procédures administratives à suivre avant l'adoption de la Recommandation et de l'action éventuelle à entreprendre dans son prolongement. Le Comité de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP) a déjà fait part de son avis sur le projet de document. Le Comité des Correspondants permanents formule des commentaires sur le projet de Recommandation et l'adopte tel quel, ce qui signifie qu'il peut être adopté formellement par le CDCPP et le Comité des Ministres.

Mme Albrito rappelle que le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes figurent parmi les priorités de nombreux programmes et ont été cités comme étant problématiques dans le cadre d'action de Sendai, la feuille de route de l'EFDRR et lors de la réunion tenue à Cancun.

Les participants chargent le Secrétariat de poursuivre les travaux dans le domaine.

Éventuelles activités conjointes d'EUR-OPA et Convention de Berne

1^{re} réunion du Groupe restreint d'experts de la biodiversité et du changement climatique, Paris, 14-15 juin 2017 –

Rapport T-PVS(2017)19 pour information

M. Silvestrini informe des résultats de la 1^e réunion du Groupe restreint d'experts de la biodiversité et du changement climatique, qui a eu lieu à Paris les 14 et 15 juin 2017, et des synergies possibles entre la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) et EUR-OPA, dont M. Silvestrini est responsable. Les deux secteurs privilégient les solutions basées sur la nature et le rôle des services écosystémiques dans l'atténuation du changement climatique et

l'adaptation à celui-ci. La communication sur le changement climatique est aussi une question importante, qui est étudiée avec les experts.

Une réunion conjointe du Groupe d'experts sur le changement climatique et du Groupe sur les espaces protégés de la Convention de Berne est prévue pour 2018. À cette occasion, les effets du changement climatique et les risques pour les espaces protégés seront étudiés entre autres sujets. Le Secrétariat propose d'inviter la Présidente du Comité des Correspondants permanents à évaluer les synergies possibles avec EUR-OPA.

La Convention de Faro dans la recherche-action : participation de la collectivité à la revitalisation du patrimoine au lendemain de catastrophes – 9-12 octobre 2017, Fontecchio, Italie

AT(2017)126 pour information

M. Silvestrini présente l'initiative élaborée au Conseil de l'Europe dans le secteur du patrimoine culturel avec le soutien d'EUR-OPA pour les villages italiens frappés par des tremblements de terre. Cette action s'inscrit dans le programme d'EUR-OPA concernant le patrimoine culturel, l'approche à base communautaire et la gestion des risques. Elle est axée sur la revitalisation du patrimoine au lendemain de catastrophes, en raison de crises multisectorielles survenant en Europe (de nature économique, sociale, environnementale et politique), et sur la façon dont les communautés patrimoniales peuvent prendre part à la revitalisation locale.

3. PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2018-2019

3.1. Activités proposées pour 2018-2019

Nomination d'un-e rapporteur-e pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Rôles des rapporteurs-es pour l'égalité entre les femmes et les hommes (13 octobre 2016) pour discussion et décision

Mme Fuhrer présente l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes au Conseil de l'Europe et souligne l'importance d'intégrer cette perspective dans le programme d'activités d'EUR-OPA par les travaux d'un-e rapporteur-e pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Les participants montrent un vif intérêt pour ce rôle et se félicitent de cette initiative.

Jeyhun Isgandarli, Azerbaïdjan, membre du Bureau, est nommé nouveau rapporteur pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Comité des Correspondants permanents d'EUR-OPA. Il aidera à trouver des moyens d'intégrer cette perspective dans le programme d'activités d'EUR-OPA et assurera la liaison avec d'autres organes du Conseil de l'Europe dans ce contexte. La Présidente accueille favorablement la décision et confirme qu'elle aidera à faire en sorte que les bonnes pratiques de l'approche intégrée de l'égalité hommes-femmes soient incluses dans les travaux du Comité.

3.2. Activités opérationnelles

Groupes vulnérables et gestion des risques

Environnement, changement climatique et gestion des risques

Patrimoine culturel et gestion des risques

AP/CAT(2017)2rev pour discussion et décision

Les nouvelles activités proposées pour intégrer la réduction des risques de catastrophe dans d'autres secteurs, telles qu'adoptées dans le Programme d'activités 2018-2019, seront menées dans les domaines suivants :

- groupes vulnérables et gestion des risques : suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives aux migrants/activités destinées aux enfants ;

- environnement, changement climatique et gestion des risques : collaboration et synergies possibles avec la Convention de Berne et la Plateforme du Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophe (PEDRR) ;
- patrimoine culturel et gestion des risques : recherche et recommandations relatives au patrimoine et à l'approche de réduction des risques à base communautaire.

Ces thèmes ont été adoptés comme thèmes prioritaires lors de la dernière réunion tenue à Monaco. Les participants ont échangé leurs points de vue sur d'éventuelles activités nouvelles à réaliser en 2018-2019, notamment sur des moyens de suivre la mise en œuvre des recommandations d'EUR-OPA et leur impact.

Renforcement de la collaboration et des synergies entre le Comité des Correspondants permanents et les Directeurs des Centres spécialisés
Suivi de la mise en œuvre des recommandations et résolutions d'EUR-OPA
APCAT(2017)18 pour discussion et décision

Mme Fuhrer présente le document préparé par le Secrétariat. Les participants chargent le Secrétariat de mesurer les améliorations et l'impact des travaux d'EUR-OPA en réalisant une étude sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations et résolutions d'EUR-OPA et leur impact, qui donnera lieu à un atelier pour dresser le bilan et définir les mesures à prendre. Ils suggèrent également d'organiser un atelier concernant les migrants face au changement climatique. Le Comité des Correspondants Permanents d'EUR-OPA charge le Bureau d'effectuer ce travail, en coopération étroite avec le Secrétariat.

4. FORMATION DES DIRECTEURS DES CENTRES SPÉCIALISÉS

Présentation d'un modèle révisé, lignes directrices pour les projets 2018-2019
Projet de plateforme collaborative

AP/CAT(2017)13 pour information

M. Silvestrini présente le nouveau modèle à utiliser pour présenter les projets 2018-2019, qui est plus structuré et conforme aux règles et procédures du Conseil de l'Europe en matière d'achats. Gianluca Silvestrini et Catherine Emezie, assistante financière d'EUR-OPA, ont co-organisé dans ce cadre une formation sur la soumission des projets et les exigences en matière de reporting destinée aux Directeurs des Centres spécialisés. Cette formation devrait aider les Directeurs à remplir le nouveau modèle (voir à l'annexe III, page 5 du document) et à respecter les conditions administratives et financières du Conseil de l'Europe.

M. Silvestrini annonce également la création d'une plateforme collaborative sur le site internet, sur laquelle chaque centre spécialisé pourra remplir le modèle au format électronique pour les nouveaux projets. Les informations seront compilées automatiquement afin de gagner du temps et des ressources. Chaque centre aura sa propre page, où son travail et ses publications seront présentés.

M. Viktor Poiarkov félicite le Secrétariat pour l'élaboration du modèle. Il rappelle que les projets les plus efficaces dans le cadre d'EUR-OPA, au vu de leur impact élevé, sont ceux proposés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Il suggère que le Secrétariat recherche l'appui du Comité des Ministres en faveur des initiatives d'EUR-OPA afin d'accroître leur utilité au sein de la communauté internationale.

M. Ferruccio suggère de revoir le modèle et d'ajouter une colonne indiquant le nom d'un point de contact au ministère concerné.

Mme Holcinger suggère en outre d'ajouter une colonne mentionnant l'impact du projet concerné sur d'autres pays et indiquant la valeur ajoutée de chaque projet.

5. PARRAINAGE – CORRESPONDANTS PERMANENTS

M. Silvestrini présente ce document et invite le Comité à envisager le PIB par habitant comme critère de parrainage de la participation d'États membres aux réunions du Comité des Correspondants permanents. Le Comité échange sur la question, mais ne prend pas de décision et recommande au Secrétariat d'adopter une approche souple.

6. PUBLICATIONS ET VISIBILITÉ

Publication EUR-OPA/OIM sur les migrants et la gestion des risques de catastrophe – pratiques d'inclusion

Événement de lancement dans le cadre du Dialogue international sur les migrations
Pour information

Mme Fuhrer rappelle l'excellente coopération de la MICIC-OIM et d'EUR-OPA depuis 2016. Dans ce contexte, une publication commune sur les bonnes pratiques assortie d'exemples du monde entier a été préparée. Chaque participant à la réunion reçoit un exemplaire de cette publication et est invité à la promouvoir. Mme Fuhrer informe sur l'événement de lancement de la publication, coordonné par l'UNISDR, qui a lieu dans le cadre du Dialogue international sur les migrations et intitulé « Comprendre les vulnérabilités des migrants : une approche axée sur les solutions dans la perspective d'un pacte mondial permettant de réduire les vulnérabilités et d'autonomiser les migrants », OIM, Genève, Suisse, 18-19 juillet 2017.

Publication sur l'inclusion des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans la préparation de la gestion des catastrophes et crises majeures

Pour information

Mme Fuhrer présente la nouvelle publication sur l'inclusion des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans la préparation de la gestion des catastrophes et crises majeures, qui est le fruit du projet mené sur les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans le contexte de la prévention et de la gestion des risques majeurs. La publication inclut la Recommandation 2016-1 du Comité des Correspondants Permanents sur l'inclusion des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans la préparation et la réponse face aux catastrophes, adoptée lors de la 13^e Session Ministérielle de l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA), Lisbonne, Portugal, 26 octobre 2016, ainsi que des lignes directrices et des exemples concrets. Cette publication est mise à la disposition des participants, qui sont invités à la promouvoir.

Outils d'information : plateforme collaborative pour les Centres spécialisés, site internet EUR-OPA, Facebook et interactivité

AP/CAT(2017)16 for information

Le Secrétariat investit beaucoup d'efforts pour donner plus de visibilité aux travaux d'EUR-OPA. M. Silvestrini informe les participants sur les outils de communication et de visibilité existants et prévus (par exemple, Facebook, site internet, film, brochures, publications et une plateforme internet collaborative pour les Centres spécialisés).

7. PARTICIPATION AUX INITIATIVES INTERNATIONALES

Réunion annuelle du Forum européen pour la réduction des risques de catastrophes, 26-28 mars, Istanbul - Turquie

Mme Albrito remercie le Secrétariat pour la coopération très constructive établie au fil des ans. Elle présente le Forum européen pour la réduction des risques de catastrophe, qui est un forum multipartite de décideurs politiques, d'experts et de praticiens organisé conjointement par l'UNISDR, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe. Le Gouvernement turc a accueilli et présidé l'édition de cette année, qui a fait état de la dynamique actuelle en Europe et servi de plateforme régionale en amont de la réunion de Cancun. L'Italie sera le prochain pays à accueillir le Forum européen, prévu à Rome en novembre 2018.

À Istanbul, M. Silvestrini a participé aux activités du Comité de rédaction visant à contribuer aux conclusions d'Istanbul. Mme Fuhrer a été invitée à coordonner une séance technique sur les migrations, la réduction des risques de catastrophe et la résilience face aux catastrophes avec des membres renommés du panel, dont les résultats satisfaisants ont été inclus dans les conclusions de la conférence.

Les participants se félicitent des résultats obtenus lors du Forum européen.

Conférence internationale : risques, sécurité et citoyenneté, Setubal, Portugal, 30-31 mars 2017

Procédures pour information

Mme Fuhrer rend compte des conclusions de cette conférence internationale et cite en particulier la Déclaration de Setubal et la constitution de la Plateforme Setubal, forum permanent de suivi, d'étude et de discussion sur les questions liées aux objectifs du Cadre d'action de Sendai 2015-2030 au Portugal. L'objectif est l'organisation bisannuelle de la Conférence Internationale sur les risques, la sécurité et la citoyenneté, dont la prochaine édition aura lieu au printemps 2019.

Plateforme mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, Cancun, Mexico, 22-26 mai 2017

Communiqué de haut niveau pour information

Mme Albrito rend compte des conclusions de la plateforme mondiale, qui a rassemblé 7000 participants lors de plus de 300 événements. Les participants ont échangé sur les progrès réalisés quant aux principaux aspects du Cadre d'action de Sendai. Les éléments étudiés lors du Forum européen pour la réduction des risques de catastrophes, à Istanbul, ont été repris à un niveau plus élevé. Les conclusions de la Conférence illustrent comment élaborer une stratégie nationale sur le modèle du Cadre d'action de Sendai. Une activité de suivi aura lieu à Bonn (Allemagne) en décembre, à savoir qu'une formation sera proposée pour le suivi du Cadre d'action de Sendai et sur la façon de réaliser ses sept objectifs. Des experts se réuniront fin novembre pour échanger sur de bonnes pratiques et sur des orientations pour la réduction des risques de catastrophes et mettre en place des stratégies nationales pour faire face au changement climatique.

Dialogue international sur les migrations 2017

Comprendre les vulnérabilités des migrants : une approche fondée sur la recherche d'une solution en vue d'un pacte mondial pour réduire les vulnérabilités et autonomiser les migrants, Palais des Nations de Genève, Suisse, 18-19 juillet 2017

Résumé des conclusions pour information

L'Organisation internationale pour les migrations a tenu sa première session du Dialogue international 2017 sur les migrations les 18 et 19 avril 2017 aux Nations Unies, à New York, sur le thème « Renforcer la coopération internationale en matière migratoire et la gouvernance des migrations en vue de l'adoption d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018 ». La deuxième réunion du Dialogue a permis

aux États membres et à d'autres acteurs concernés d'examiner tous les aspects des politiques, de la coopération et de perspectives concrètes en matière de protection et d'assistance des migrants en situation de vulnérabilité. Mme Fuhrer fait savoir qu'elle a présenté les activités du Conseil de l'Europe liées aux migrations. Le résumé des conclusions de la session rend compte de la contribution spéciale du Conseil de l'Europe. EUR-OPA est invité à contribuer davantage au pacte mondial.

Contribution EUR-OPA à la Journée internationale de la prévention des catastrophes –
13 octobre 2017 pour information

Mme Albrito rappelle que la Journée internationale de la prévention des catastrophes, coordonnée par l'UNISDR, en est à sa 25^e édition annuelle, avec plus de 110 événements organisés dans le monde entier. Une séance spéciale a eu lieu au Parlement arménien. Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé la campagne Sendai 7, qui fait la liaison entre la Journée internationale et les sept objectifs de Sendai. L'édition de cette année avait pour thème l'habitat sûr (« Home safe home ») et a porté notamment sur les personnes touchées par les catastrophes.

Mme Fuhrer présente la contribution du Secrétariat à l'événement. Elle remercie les Correspondants permanents qui ont aussi apporté leur contribution en communiquant des informations sur les événements organisés dans leurs pays respectifs, partagées avec l'UNISDR et publiées sur le site internet d'EUR-OPA et la page Facebook créée pour l'occasion.

8. BUDGET POUR 2018

AP/CAT(2017)14 pour information

M. Silvestrini présente le budget 2018, ainsi que les contributions détaillées des États membres d'EUR-OPA pour 2018. À la demande du Comité des Ministres, EUR-OPA devra rendre compte à la fin de l'année de l'impact concret des Recommandations adoptées par le Comité des Correspondants permanents sur la législation et les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe (voir au point 3.2). Les participants sont invités à prendre note du budget 2018 adopté par le Comité des Ministres.

M. Silvestrini suggère de créer un Fonds pour les interventions d'urgence alimenté par les soldes accumulés à la fin de chaque exercice budgétaire au lieu, comme le veut la pratique habituelle, de restituer les fonds non dépensés aux États membres. Les Correspondants permanents approuvent la proposition du Secrétariat. Pour donner suite, M. Silvestrini demandera au Comité budgétaire du Conseil de l'Europe d'approuver cette initiative. A condition d'avoir l'accord du Comité budgétaire, le Secrétariat pourrait élaborer en 2018 avec les Correspondants permanents des principes de base, des critères objectifs et un mode opératoire (par exemple une « Charte régissant le Fonds pour les interventions d'urgence ») afin de s'assurer que les ressources seront affectées selon les modalités convenues et en toute transparence.

9. QUESTIONS DIVERSES

M. Victor Klimkin, chef des Sapeurs-pompiers de la Fédération de Russie, présente les services des pompiers volontaires de son pays.

10. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

Pour décision

Il est décidé qu'une autre réunion conjointe du Comité des Correspondants permanents et des Directeurs des Centres spécialisés sera organisée en novembre 2018. Cette réunion pourrait avoir lieu au siège du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, ou en Croatie, dans le cadre de la présidence croate du Comité des Ministres.

Le Bureau se réunira à deux reprises à Strasbourg en 2018, en avril et octobre.

11. CLÔTURE DE LA RÉUNION

Le Secrétariat et les Présidents remercient les participants de la poursuite de leur collaboration.

Permanent Correspondents

Albania/Albanie

1. Maksimiljan DHIMA
Director of Planning and
Coordination of Civil Emergencies
Ministry of Internal Affairs
Address: "Sheshi Skenderbej", No. 3, Tiranë-Albania
Mob: +355694131960 / Email: Maksimiljan.Dhima@punetebrendshme.gov.al

Armenia/Arménie

2. Stepan BADALYAN
Director of the European Interregional Scientific and Educational Centre on Major
Risk Management, 23 Nalbandyan Str., 0001 YEREVAN, Republic of Armenia
Tel.: +374 10 54 49 92 / Email: ecrmeurope@gmail.com

Azerbaijan/Azerbaïdjan

3. Jeyhun ISGANDARLI
Senior Advisor
Ministry of Emergency Situations
M. Mushfig str., 501st block, Baku, Azerbaijan
Tel: +994 556 464 748 / Email: jeyhun.isgandarli@fhn.gov.az

Bulgaria/Bulgarie

4. Antoaneta Boycheva
Head of International Cooperation, NATO
EU and Humanitarian Operations Dept
DG Fire Safety and Civil Protection
Ministry of Interior
Tel: +359 2 960 10 221 +359 887 270 477 / Email: agboycheva.160@mvr.bg

Croatia/Croatie

5. Nataša HOLCINGER
National Protection and Rescue Directorate Nehajska
5, 10000 Zagreb
Tel: +385 1 3855 932 / Email: natasa.holcinger@duzs.hr

Cyprus/Chypre

6. Mikaella MALA
Civil Defence Officer, Cyprus Civil Defence
Ministry of Interior
Tel: +35722403469 / Email: mmala@cd.moi.gov.cy

Georgia/Géorgie

7. Venera METREVELI
Senior Specialist
Waste and Chemicals Management Service
Ministry of Environment and Natural Resources Protection
6 Gulua str. 0114 Tbilisi, Georgia
Email: v.metreveli@moe.gov.ge

Greece/Grèce

8. Olga KAKALIAGKOU
General Secretariat for Civil Protection
Ministry of Interior 2, Evangelistrias
st. 105 63 GR-Athens
Tel: +30 213 15 10 161 / Email: kakaliagou@gscp.gr

Monaco

9. Colonel Tony VARO
Chief of the Monaco Fire and Emergency Service
1, avenue de Port, MC – 98000 Monaco
Tel: +377 93 15 60 00 / Email: tvaro@gouv.mc

Portugal

10. Ana FREITAS
National Authority For Civil Protection
Avenida do Forte em Carnaxide 2794-112 Carnaxide, Lisbon
Tel : +351214247180 / Email: ana.freitas@prociv.pt

Russian Federation

11. Igor VESELOV
Deputy Director of International Cooperation Department
EMERCOM – Ministry of the Russian Federation for Civil Defence, Emergencies
and Elimination of Consequences of Natural Disasters, 3 Teatralny Prospekt,
109012 Moscow, Russian Federation
Tel. +7 (499) / Email: igorveselov2@rambler.ru veselov@mchs.gov.ru

12. Victor KLIMKIN
Chief of Fire Brigade
Moscow, Russian Federation

Serbia

13. Pedrag MARIC
Assistant Minister of the Interior
Head of Sector for Emergency Management
101, Kneza Milosa Str., Belgrade Serbia
Tel. +381 (11) 3008.179 / Email predrag.maric@mup.gov.rs

"The former Yugoslav Republic of Macedonia" / "L'ex-République yougoslave de Macédoine"

14. Agron BUDJAKU
Director of the Crisis Management Center
Crisis Management Center, str. Dimche Mirchev no. 9,
1000 Skopje; P.O. Box 372
Email: agron.buxhaku@cuk.gov.mk

Ukraine

15. Viktor POIARKOV
Executive Director of the European Centre of Technological Safety,
TESEC, P.O.B. # 13, KYIV-110 03110, Ukraine
Tel: +38.050.312.40.24 / Email: viktor.poyarkov@i.kiev.ua

Directors of Specialised Centres

Algeria/Algérie

16. Fattoum LAKHDARI

Director

CRSTRA – Le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides, Campus universitaire, BP1682, RP 07000 Biskra, Algeria

Tel. +213 335 220 92 / Email: crstra_biskra@yahoo.fr

Bulgaria/Bulgarie

17. Kolio KOLEV

Director

ECRP - European Centre for Risk Prevention (Centre européen pour la Prévention des Risques)

4 Vitosha Blvd, P.O. Box 862, BG-1000 SOFIA

Mob: +359 888 929704 / Email: kolio.kolev@ecrp.bg

Cyprus/Chypre

18. Demetris Christou

Civil Engineer

P.O.Box 23830, 1686 Nicosia, Cyprus

Tel: +35799403435 / Email: dchristou@cd.moi.gov.cy

France/France

19. Jean-Philippe MALET

Director of CERG

Institut de Physique du Globe de Strasbourg

5 rue Descartes, 67084 Strasbourg Cedex, France

Tel : +33 368 85 00 36 / +33 6 75 00 68 41

Email: jeanphilippe.malet@unistra.fr / cerg@unistra.fr

Germany/Allemagne

20. Johann G. GOLDAMMER

GFMC - The Global Fire Monitoring Center

Fire Ecology Research Group, Max Planck Institute for Chemistry c/o Freiburg University, Georges-Koehler-Allee 75 D - 79110 Freiburg

Tel: +49-761-808011 / Email: johann.goldammer@fire.uni-freiburg.de

Greece/Grèce

21. Sofia KARMA

Dr. Research Associate National Technical University of Athens (NTUA)

National Technical University of Athens, School of Chemical Engineering

ECFF - European Centre for Forest Fires

9 Iroon Polytechniou St, 15773, Athens, Greece

Tel: +30 210 772 4077 / +30 210 772 3109 Email: skarma@central.ntua.gr /

sofia.karma@gmail.com

Italy/Italie

22. Ferruccio FERRIGNI

Coordinator, CUEBC (European University Centre for the Cultural Heritage)

Villa Rufolo, Piazza Duomo 84010 Ravello (SA).

Tel. + 39 089857669 / +39 089848101 / Email: univeur@univeur.org / ferrigni@unina.it

Luxembourg

23. Michel FEIDER
European Centre for Geodynamics and Seismology, 19 rue Josy Welter L – 7256
Walferdange Luxembourg
Tel: +352 434 9170 / michel.feider@pt.lu

Malta/Malte

24. Belinda GAMBIN
Institute of Earth Systems
University of Malta
MSD 2080, MALTA
Tel: +356 2340 2873 / belinda.gambin@um.edu.mt

Moldova (Republic of) / Moldova (République de)

25. Anatolie BANTUS
Director, ECMNR - European Centre for Mitigation of Natural Risks
Toma Ciorba str. 14/1 off. Nr.3, CHISINAU, Republic of Moldova
Tel. +373 22 58 15 37 / Email: a_bantus@yahoo.com

Morocco/Maroc

26. Nacer JABOUR
CEPRIS - Centre Euro-Méditerranéen pour l'Evaluation et la Prévention du Risque
Sismique Angle Avenue des Forces Armées Royales et Avenue Allal El Fassi, Hay
Ryad, B.P.8027, 10102 Agdal Nations Unies, CP 10102 Rabat, Maroc
Tel. +212.537.77.86.87 / Email: jabour@cnrst.ma

Portugal

27. Maria Paula de TEVES-COSTA
Director of CERU
European Centre on Urban Risks, Av. Elias Garcia, 7, 2º, P-1000, 146 Lisbon,
Portugal
Tel: +351 917 507 500 / Email: ptcosta@fc.ul.pt; ceru.europa@gmail.com

Romania/Roumanie

28. Emil-Sever GEORGESCU
Director, ECBR - European Centre for Rehabilitation of Buildings,
The National Institute for research and development in building urbanism and
sustainable territorial development "Urban - INCERC 266, Pantelimon St.
021652 Bucharest
Tel. +4021 255 78 66 / 0040740166591
Email: ssever@incerc2004.ro; emilsevergeorgescu@gmail.com

Russian Federation/Fédération de Russie

29. Sergei KACHANOV
Vice-Director, ECNTRM - European Centre for New Technologies of Risk
Management
All Russian Science Research Institute, Davydkovskaya 7, Moscow
Tel: + 7 495 445 44 45 / Email: skachanov@inbox.ru

30. Tatiana NAUMOVA

Executive Secretary, ECNTRM European Centre for New Technologies of Risk Management, All Russian Science Research Institute, Davydkovskaya 7, Moscow
Tel. ++7 917 542 35 61 / Email: n-tanya@yandex.ru

San Marino/Sain-Marin

31. Enrico Bernini CARRI
Cemec Ospedale di Stato, 47031 San Marin
Tel: +378 (99) 45.35 / Email: enricoberninicarri@infinito.it

Turkey/Turquie

32. Yeliz TEKER
Geological Eng. (PhD) Disaster and Emergency Management Presidency Planning and Mitigation Department Üniversiteler Mah. Dumlupınar Bulvarı No: 159 (Eskişehir Yolu 9.km) 06800 Çankaya/ ANKARA
Tel: 0 (312) 258 23 23 /2726 / Email: yeliz.teker@afad.gov.tr

Observers/Organisations

Global Risk Forum Davos

33. Badaoui ROUHBAN
Senior Research Fellow, Global Risk Forum Davos
3, rue Dulac, F – 75015 Paris, France
Tel: +33 6 82 29 86 14 / Email: b.rouhban@gmail.com

Slovak Republic/République Slovaque

34. Dominika MELNÍČKOVÁ
Section of Crises Management
Ministry of Interior
Drieňová 22, 826 04 Bratislava 29
Email: Dominika.Melnicakova@minv.sk

UNI SDR

35. Paola ALBRITO
Chief Regional Office for Europe
UN Office for Disaster Risk Reduction
UN House, 14 Rue Montoyer - 1000, Brussels, Belgium
Tel: +32 (0) 22 902 585 / Mob: +32 472 23 32 34 / Email: albrito@un.org

Interpreters/ Interprètes

Eline AITKEN e.aitken@aiic.net

Natalia DANOVIČH natasha.danovich@gmail.com

Jeanne DISDERO j.disdero.lee@gmail.com

Daniel JVIRBLIS danieljvirblis@gmail.com

Olga MOJAEVA olga.mojaeva@free.fr

Léa OUEDRAOGO o.lea@wanadoo.fr

Council of Europe / Conseil de l'Europe

Executive Secretariat of the EUR-OPA Major Hazards Agreement /
Secretariat Exécutif de l'accord EUR-OPA Risques Majeurs

Gianluca SILVESTRINI, Head of Major Hazards and Environment Division, Executive Secretary of the EUR-OPA Major Hazards Agreement;
Tel: +33 (0)3 88 41 35 59 / Email: gianluca.silvestrini@coe.int

Mechthilde FUHRER, Deputy Executive Secretary / Secrétaire Exécutive adjointe
Tel: +33 (0)3 90 21 49 98 / Email: mechthilde.fuhrer@coe.int

Catherine EMEZIE, Administration and Finance
Tel +33 (0)3 90 21 54 03 / Email: catherine.emezie@coe.int

Apologised for Absence / Excuses

Bosnia & Herzegovina

Samir AGIC

Head of Protection and Rescue Sector

Ministry of Security, Trg BiH 1, 71000 Sarajevo, Bosnia and Herzegovina

Tel: +387 (33) 492 729 / Email: samir.agic@msb.gov.ba

Croatia/Croatie

Arabela VAHTARIĆ

National Protection and Rescue Directorate

Nehajska 5, 10000 Zagreb

Tel: +385 1 3650 077 / Email: arabela.vahtaric@duzs.hr

Georgia/Géorgie

Tamaz CHELIDZE

Director GHHD - European Centre on Geodynamical Risks of High Dams

Institute of Geophysics, M. Nodia Institute of Geophysics

1, Alexidze str. 0160 Tbilisi, Georgia

Tel: 995 77 79 07 45 / Email: tamaz.chelidze@gmail.com

Greece

Linda PELLI

Deputy Director ECPFE and EPPO

ECPFE – European Centre on Prevention and Forecasting of Earthquakes

Tel: +30 210 677 4381 / +30 693 2654 032/ +30 697 887 9773 / Email: lpeli@oasp.gr

Turkey/Turquie

Derya POLAT

Head of Planning and Mitigation Department

Ankara – Turkey

Email: derya.polat@afad.gov.tr

Observers

Jan MANS

President of EFDM

Herdenkingsplein 25D, Netherlands

Email: janmans@home.nl

Harrie JEURISSEN

Secretary General

European Forum Local and Regional Disaster Management, Netherlands

Tel: +316 23 24 15 70 / Email: harrie.jeurissen@hotmail.com

ORDRE DU JOUR

6-7 novembre 2017 (09h00-17h30)
 Bureau du Council de l'Europe
 55, avenue Kléber, Paris
 Salle 1

Lundi 6 novembre 2017

		Documents	Expected results
9:00 <input checked="" type="checkbox"/>	1. ADOPTION OF THE DRAFT AGENDA	AP/CAT(2017)OJ05 For adoption	Participants are informed of the aims of the meeting and adopt the agenda.
	2. PROGRAMME OF ACTIVITIES 2017		
	2.1. Statutory meetings		
	70 th Meeting of the Committee of Permanent Correspondents and 30th Anniversary of EUR-OPA, Monaco, 14-15 March 2017 - report Meeting of the Bureau of the Committee of Permanent Correspondents, 3 October 2017 - report	AP/CAT(2017)09 For information AP/CAT(2017)17 For information	The salient points of the last 70 th meeting of the CPC are recalled.
9:30 <input checked="" type="checkbox"/>	2.2. Specialised Centres: 2016-17 Project results and new 2018-19 projects Presentation by project leaders of 2017 project achievements (5 minutes) and new projects in 2018-19 (5 minutes)	Coordinated Projects supported in 2017 - AP/CAT(2017)06rev For information	Participants are informed of 2017 project achievements and new 2018-19 projects.
10:30 Coffee break	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Using scientific and technological knowledge ▪ Developing cooperation among all decision-makers 	Draft compilation of project proposals AP/CAT(2017)12 For discussion and decision	They are invited to discuss and decide the new activities proposed.
	General discussion and decision on new projects		
12.30 Lunch Break			
14:00 <input checked="" type="checkbox"/>	Specialised Centres: 2016-17 Project results and new 2018-19 projects (continued) Presentation by project leaders of 2017 project achievements (5 minutes) and new projects in 2018-19 (5 minutes) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promoting risk culture among the population ▪ Fostering population's active participation 	Coordinated Projects supported in 2017 - AP/CAT(2017)06rev For information Draft compilation of project proposals AP/CAT(2017)12 For discussion and decision	Participants are informed of 2017 project achievements and new 2018-19 projects. They are invited to discuss and decide the new activities proposed.
16:00 Coffee break			
16:15	2.3. Operational Activities		

	<p>International Workshop "Cultural Heritage Facing Climate Change: Increasing Resilience and Promoting Adaptation", Ravello, Italy, 18-19 May 2017</p> <ul style="list-style-type: none"> • Draft Recommendation of the Committee of Ministers to Member States on cultural heritage facing climate change: increasing resilience and promoting adaptation 	<p>AP/CAT(2017)REC2 For information</p>	<p>Participants are informed of the work on Cultural Heritage in the context of Climate Change and invited to exchange views on possible follow-up work.</p>
	<p>Possible Joint Activities EUR-OPA and Bern Convention</p> <p>1st meeting of the Restricted Group of Experts on Biodiversity and Climate Change, Paris, 14-15 June 2017 - Report</p>	<p>T-PVS(2017)19 For information</p>	<p>Participants are informed of the results of the meeting and possible synergies between the Bern Convention and EUR-OPA.</p>
	<p>The Faro Convention in Research-Action: Community involvement in a post-disaster heritage revitalisation - 9-12 October 2017, Fontecchio, Italy</p>	<p>AT(2017)126 For information</p>	<p>Participants are informed of the initiative developed by the Council of Europe cultural heritage sector with the support of EUR-OPA.</p>
17:30 End of day 1			

Tuesday November 2017

9:00	3. PROGRAMME OF ACTIVITIES 2018-2019		
	3.1. Proposed activities for 2018-2019		
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Appointment of a Gender Equality Rapporteur (GER)</p>	<p>Role of GERs For discussion and decision</p>	<p>Participants are invited to identify a GER and ways to integrate a gender equality perspective in the functioning and EUR-OPA programme of activities.</p>
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>3.2. Operational Activities</p> <p>Vulnerable Groups and Risk Management: <i>(monitoring implementation of recommendations on migrants / activities on children)</i></p> <p>Environment, Climate Change and Risk Management: <i>(possible collaboration and synergies with the Bern Convention and PEDRR)</i></p> <p>Cultural Heritage and Risk Management: <i>(research and recommendations on heritage and community-based approach for risk reduction)</i></p>	<p>AP/CAT(2017)2rev For discussion and decision</p>	<p>Participants are invited to propose and decide new activities in 2018-19, including ways to monitor the implementation of EUR-OPA recommendations and their impact.</p>
10h30 Coffee break			
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Strengthen collaboration and synergies between the Committee of Permanent Correspondents and the Directors of the Specialised Centres</p> <p>Follow-up of the implementation of EUR-OPA recommendations and resolutions.</p>	<p>APCAT(2017)18 For discussion and decision</p>	<p>Participants are invited to discuss how to measure improvements and impact of EUR-OPA work.</p>
12:30 Lunch Break			

14:00	4. TRAINING FOR DIRECTORS OF CENTRES Presentation of a revised template, guidelines for 2018-2019 Projects - Project of collaborative platform	AP/CAT(2017)13 For information	Directors of Specialised Centres are trained on project submission and reporting requirements.
<input checked="" type="checkbox"/>	5. SPONSORSHIP - PERMANENT CORRESPONDENTS Criteria for Sponsorship of Member States' Participation in CPC meetings	AP/CAT(2017)15 For discussion	Participants are invited to consider the GDP per capita income as the criteria for sponsorship of Member States' participation in CPC meetings.
	6. PUBLICATIONS AND VISIBILITY		
	Publication EUR-OPA/IOM on Migrants in Disaster Risk Reduction: Practices for Inclusion Launch event in the framework of the International Dialogue on Migration "Understanding migrant vulnerabilities: A solution-based approach towards a global compact that reduces vulnerabilities and empowers migrants", IOM, Geneva, Switzerland, 18-19 July 2019	For information	Participants are informed of the new joint IOM/CoE publication and invited to promote it.
	Publication on Migrants, Asylum Seekers and Refugees and Major Hazards: Their inclusion in Disaster Preparedness and Management	For information	Participants are informed of the publication and invited to promote it.
	Information tools: Collaborative platform for the Specialised Centres, EUR-OPA Website, Facebook and interactivity	AP/CAT(2017)16 For information	Participants are informed of existing and new planned visibility tools.
	7. INVOLVEMENT IN INTERNATIONAL INITIATIVES		
	Annual Meeting of the European Forum for Disaster Risk Reduction, Istanbul, Turkey, 26-28 March 2017	Istanbul Outcomes For information	Participants are informed of the results of the European Forum.
	International Conference : Risks, Security and Citizenship, Setubal, Portugal, 30-31 March 2017	Proceedings For information	Participants are informed of the outcomes of the Conference.
	Global Platform for Disaster Risk Reduction, Cancun, Mexico, 22-26 May 2017	High level Communiqué For information	Participants are informed on the results of the Global Platform.
	International Dialogue on Migration 2017 Understanding Migrant Vulnerabilities: A solution-based approach towards a global compact that reduces vulnerabilities and empowers migrants, Palais des Nations Geneva, Switzerland, 18-19 July 2017	Summary of conclusions For information	Participants are informed of the results of Conference.
	EUR-OPA contribution to the International Day for Disaster Reduction – 13 October 2017	For information	Participants are invited to take note of the EUR-OPA contribution to the International Day for Disaster Risk Reduction
	8. BUDGET FOR 2018	AP/CAT(2017)14 For information	Participants are invited to take note of the 2018 budget adopted by the Committee of Ministers.

	9. ANY OTHER BUSINESS		Participants are invited to raise issues to be discussed with the Secretariat.
<input checked="" type="checkbox"/>	10. DATE AND PLACE OF THE NEXT MEETING	For decision	Participants should decide on the dates and venue of the next meetings of the CPC and Directors of Specialised Centres.
17:30	11. END OF THE MEETING		

CENTRES SPECIALISES – PROPOSITION DE PROJETS 2018-2019

PRIORITES D’ACTION DU PLAN A MOYEN TERME *[Merci de sélectionner une ou plusieurs priorités]*

Appliquer les connaissances scientifiques et technologiques pour mieux évaluer des risques en évolution et adapter en conséquence les stratégies de résilience

Renforcer la coopération entre l’ensemble des décideurs pour parvenir à une meilleure définition du rôle approprié des autorités dans la réduction des risques de catastrophes

Promouvoir la « culture du risque » au sein de la population (enfants, adultes et groupes particulièrement vulnérables)

Promouvoir la participation active de la population (individuellement et collectivement) à la RRC

PROJET N°: *[indiquez le numéro de projet selon le Programme de travail (e.g Projet 1.1 ou 1.2)]*

NOM DU CENTRE	<i>[Ajouter le nom du Centre]</i>
PAYS	<i>[Ajouter le nom du pays où le Centre est basé]</i>
REPRESENTE PAR	<i>[Nom et titre du représentant]</i>
TITRE DU PROJET	<i>[Garder le titre du projet le plus court possible]</i>
NOM DU MINISTERE PERSONNE DE CONTACT	<i>[Nom du point de contact dans le ministère avec lequel le projet a été discuté]</i>

1. Contexte du projet

[Max 250 mots. Quel est le contexte qui a conduit à ce projet? Pourquoi est-il important de mener ce projet? Quelle(s) problématique(s) le projet aborde-t-il? Pourquoi celui-ci nécessite-t-il un financement? S'il s'agit de la suite d'un projet déjà mis en œuvre, décrire brièvement les réalisations passées.]

Ajoutez texte ici...

2. Résultats attendus

[Maximum 200 mots: Décrire les résultats attendus et donner des exemples de:

a) Impact : (par exemple, les groupes vulnérables dans les zones à risque : comment se comporter en cas d'urgence ; mise en œuvre de nouvelles mesures ; consultations accrues avec les autorités locales et nationales, réseautage accru, etc.). Description de l'impact du projet dans d'autres pays.

b) Résultats intermédiaires : (par exemple, les formateurs forment désormais les groupes vulnérables sur les risques majeurs)

c) Résultats immédiats : (par exemple, formation de formateurs sur les risques majeurs et les groupes vulnérables)

2018

2019

3. Livrables

[Maximum 250 mots : par exemple rapport de réunions et d'ateliers, cartes, lignes directrices, recommandations, brochures, dépliants, développement de site web, etc.]

2018

Centre coordinateur:

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

2019

Centre coordinateur:

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

4. Activités

[Maximum 150 mots. Description détaillée des activités à mettre en œuvre. Comment le budget est-il utilisé ?]

2018

Centre coordinateur:

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

2019

Centre coordinateur:

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

5. Lieu du projet

[Indiquer où le projet est mis en œuvre / quelle est la zone géographique visée par le projet]

6. Budget

DUREE	2018 <input type="checkbox"/>	2019 <input type="checkbox"/>	
PARTENAIRES	BUDGET EN EURO	BUDGET EN EURO	BUDGET TOTAL 2018 - 2019
Centre coordinateur <i>[Nom du centre coordinateur]</i>	<i>[Même si le projet sera mené dans un pays hors zone Euros, indiquer le budget en Euros]</i>	<i>[Même si le projet sera mené dans un pays hors zone Euros, indiquer le budget en Euros]</i>	<i>[Même si le projet sera mené dans un pays hors zone Euros, indiquer le budget en Euros]</i>
Partenaire Centre 1 <i>[(le centre coordinateur devrait contacter tous les centres qui pourraient être intéressés par le partenariat) nom du partenaire Centre 1]</i>			
Centre Partenaire 2 <i>[nom du centre partenaire 2]</i>			
Centre Partenaire 3 <i>[nom du centre partenaire 2]</i>			

7. Groupes cibles et implication de la communauté

[Maximum 150 mots. Description des groupes ciblés par le projet et les communautés impliquées. Comment abordez-vous l'égalité de genre dans le projet?]

Enter text here....

8. Rapport

[Le rapport devrait être envoyé au Secrétariat à l'issue du projet et avant le 15 novembre.]

- 8.1. Présenter un aperçu de la mise en œuvre du projet. (max 250 mots)

Enter text here...

- 8.2. Décrire les réalisations les plus significatives effectuées dans le cadre de la subvention pendant la période de référence. (max 300 mots)

Enter text here...

- 8.3. Détailler un exemple illustrant le mieux les succès et défis auxquels vous avez fait face dans le cadre de votre travail ; jusque-là (max 300 mots)

Enter text here...

- 8.4. Mentionner des modifications éventuelles dans le plan de travail du projet et en expliquer les raisons. (max 200 mots)

Enter text here...

9. Pérennité

- 9.1. Quelles sont les mesures que vous avez prises pour assurer la pérennité du projet ? (max 200 mots)

Enter text here...

ANNEXE I - BUDGET ESTIMATIF (en anglais)

Veillez prendre connaissance des directives suivantes pour la préparation du rapport financier 2017 :

- Il est impératif d'envoyer des factures qui reflètent l'article acheté / le service fourni ainsi que le nom et les coordonnées du fournisseur de biens ou de services.
- Les factures ne montrant que les virements bancaires ne sont pas acceptables si un service a été rendu ou un produit acheté.
- Pour la facture des fournisseurs de services, une brève attestation résumant le service / les tâches, datée et signée par le fournisseur de services, doit être fournie.
- Vérifiez que les factures correspondent aux dates de projet spécifiées.
- Si un déplacement pour assister à une réunion est effectué, un ordre du jour ou un rapport de la réunion devrait être inclu car nous devons être en mesure d'évaluer la pertinence d'une telle réunion pour le projet.
- Pour les dossiers financiers, puisque le Secrétariat doit photocopier tous les fichiers soumis, s'efforcer de soumettre des documents sur du papier de format A4, si possible.
- Fournir une copie du bordereau de crédit ou de tout autre document, fourni par la banque du bénéficiaire, pour certifier la réception du paiement.
- Lorsque l'accord n'a pas été conclu en euros, donner une copie certifiée, fournie par la banque du bénéficiaire, indiquant le taux de change appliqué à la date de la conversion de la somme reçue dans la monnaie locale.

EXAMPLE FOR ONE CURRENCY IN EURO

[To be filled in by Euro countries]

Action:							
Place:							
Implementation period:							
CoE Administrator responsible:	Gianluca Silvestrini						
Currency:							
Grant by the Council of Europe:							
Contribution by the Grantee: ¹	[For example: human resources (project supervision and implementation)/ financial contribution/ equipment/ premises etc.]						
Activity 1							
	Local currency	€	Exchange rate =			1	for 1 €
Payments	Unit	# of units	Average unit rate	# of participants	Estimated budget (local currency)	Estimated Budget (€)	Comments
1. Per diems*							
1.1 Hotel expenses	Per night						
1.2 Lunches	Per lunch						
1.3 Dinners	Per dinner						
1.4 Coffee breaks	Per break				0	0	
						0	
Subtotal Per diems							
2. Travel							

2.1 National participants	Per trip						
2.2 Local transport (coach hire)	Per day				0	0	
2.3 Local transport (taxi)	Per trip				0	0	
2.4 International transport	Per trip						
						0	
Subtotal Travel							
3. Rent of hall, interpretation and translation							
3.1 Rent of hall	Per day				0	0	
3.2 Rent of interpretation equipment (days x unit rate)	Per day				0	0	
3.3 Interpretation services (days x unit rate x interpreters)	Per day				0	0	
3.4 Translation (pages x unit rate)	Per page				0	0	
						0	
Subtotal Rent of hall, interpretation and translation					0	0	
4. Publications and printed material							
4.1 Publications (editing)	Per item						
4.2 Publications (printing)	Per copy						
						0	
Subtotal Publications and printed material							
5. Project Implementation							
5.1 Research/desk study fees	Work days						
5.2 Equipment	specify				0	0	
5.3 Other overheads	Accountant						
						0	
Subtotal Project Implementation							
6. Administrative fees							
6.1 Stationery supplies	specify						
6.2 Other services (tel/fax, mail, copies)	specify						
Subtotal Administrative fees							
Total project costs (1-6)							
Notes:							
¹ Indicate whether the grantee commits to contribute by means of an in-kind contribution, or by means of a financial contribution. In the first case, the in-kind contribution shall be described, while in the second case, the amount and the currency of the financial contribution shall be indicated in the box.							
² Insert different lines to take into account differences of unit rates or number of participants in each event (lunch, journeys, etc).							
“Average unit rate” can be used but not “Average number of participants”. ² See Articles 1.1 and 3.2.							
I certify that this is the budget proposed				I accept the proposed budget			
				Gianluca SILVESTRINI, Executive Secretary			
Signature				Signature			
Date:				Date:			

**APPENDIX II – ESTIMATED BUDGET
EXAMPLE FOR TWO CURRENCIES: LOCAL CURRENCY AND EURO**

[To be filled in by non-Euro countries. The budget should be provided in local currency and in Euro]

Action:							
Place:							
Implementation period:							
CoE Administrator responsible:		Gianluca Silvestrini					
Currency:							
Grant by the Council of Europe:							
Contribution by the Grantee: ¹		[For example: human resources (project supervision and implementation)/ financial contribution/ equipment/ premises etc.]					
Activity 1							
		Local currency	€	Exchange rate =		3,8339	
Payments	Unit	# of units	Average unit rate	# of participants	Estimated budget (local currency)	Estimated Budget (€)	Comments
1. Per diems*							
1.1 Hotel expenses	Per night						
1.2 Lunches	Per lunch				0	0	
1.3 Dinners	Per dinner				0	0	
1.4 Coffee breaks	Per break				0	0	
Subtotal Per diems							
2. Travel							
2.1 National participants	Per trip						
2.2 Local transport (coach hire)	Per day				0	0	
2.3 Local transport (taxi)	Per trip						
2.4 International transport	Per trip				0	0	
Subtotal Travel						0	
3. Rent of hall, interpretation and translation							
3.1 Rent of hall	Per day				0	0	
3.2 Rent of interpretation equipment (days x unit rate)	Per day				0	0	

3.3 Interpretation services (days x unit rate x interpreters)	Per day						
3.4 Translation (pages x unit rate)	Per page				0	0	
Subtotal Rent of hall, interpretation and translation							
4. Publications and printed material							
4.1 Publications (editing)	Per item				0	0	
4.2 Publications (printing)	Per copy				0	0	
						0	
Subtotal Publications and printed material					0	0	
5. Project Implementation							
5.1 Research/desk study fees	Work days				0	0	
5.2 Equipment	specify				0	0	
5.3 Other overheads	specify						
						0	
Subtotal Project Implementation					12000	3130	
6. Administrative fees							
6.1 Stationery supplies	specify				0	0	
6.2 Other services (tel/fax, mail, copies)	specify				0	0	
						0	
Subtotal Administrative fees					0	0	Amount written in full
Total project costs (1-6)							
Notes:							
<p>¹Indicate whether the grantee commits to contribute by means of an in-kind contribution, or by means of a financial contribution. In the first case, the in-kind contribution shall be described, while in the second case, the amount and the currency of the financial contribution shall be indicated in the box.</p> <p>*Insert different lines to take into account differences of unit rates or number of participants in each event (lunch, journeys, etc). “Average unit rate” can be used but not “Average number of participants”. ²See Articles 1.1 and 3.2.</p>							
I certify that this is the budget proposed				I accept the proposed budget			
				Gianluca SILVESTRINI, Executive Secretary			
Signature				Signature			
Date:				Date:			